

Exclusif : une majorité de professionnels contre le report de la deuxième dose de vaccin, désormais exclu par le gouvernement



Paris, le mardi 26 janvier 2021 – Une semaine après le début de la campagne vaccinale, une certaine confusion a commencé à s'installer concernant la fixation des rendez-vous pour l'administration de la seconde dose du vaccin à ARNm contre la Covid. Alors qu'un délai de trois à quatre semaines continuait le plus souvent à être observé, certains professionnels de santé constataient avec étonnement (et parfois colère) qu'à la différence de leurs confrères il était programmé pour eux un rendez-vous six semaines après la première injection. Dans cette même optique, quelques témoignages ont signalé ces derniers jours des déprogrammations de vaccination par appel téléphonique.

Complaisance de la HAS ?

Ces échos étaient le reflet d'une doctrine encore incertaine en France sur l'espacement entre les deux doses du vaccin. Avec l'avis ce samedi de la Haute autorité de Santé (HAS) affirmant la possibilité d'observer six semaines entre les deux injections (et non trois avec le vaccin Pfizer/BioNTech et quatre avec celui de Moderna) beaucoup considéraient que le gouvernement disposait ainsi du dernier feu vert (après celui de l'Agence nationale de sécurité du médicament) qu'il espérait. Cet avis de la HAS, qui concédait cependant l'absence de consensus international sur le sujet, avait même été perçu par des observateurs comme la manifestation d'une certaine complaisance vis-à-vis du gouvernement.

Des raisons scientifiques et pragmatiques

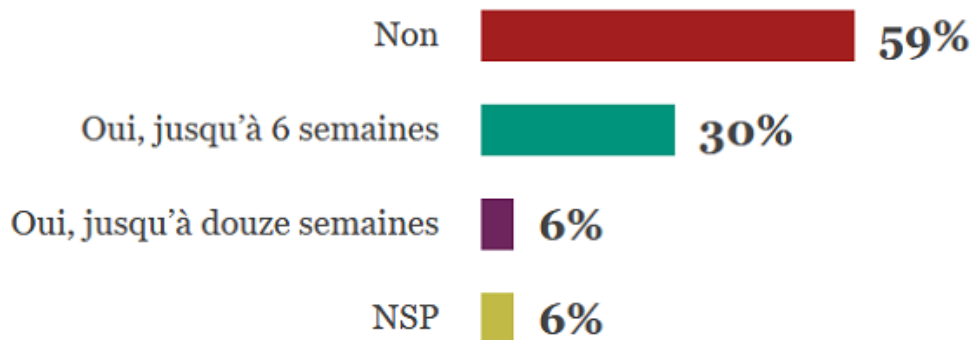
Pourtant, aujourd'hui, coup de théâtre : suivant en cela les recommandations de l'Académie de Médecine, Olivier Véran a déclaré au cours d'une conférence de presse que la France respecterait les préconisations des laboratoires, reposant sur les essais cliniques et que les deux injections seraient donc réalisées avec trois à quatre semaines d'espacement. Le professeur Alain Fischer a longuement détaillé les raisons qui aujourd'hui conduisent le gouvernement à s'écarter des préconisations de la HAS et de l'ANSM (qui ont cependant été remerciées par Olivier Véran !). A l'appui de cette décision, entre autres arguments, l'immunologiste a notamment évoqué des données préliminaires israéliennes suggérant chez les sujets âgés de plus de 65 ans une efficacité du vaccin Pfizer/BioNTech entre la première et la seconde dose de 33 % ; ce qui est inférieur aux 52 % mis en évidence par les essais cliniques (sans critère d'âge). Par ailleurs, Olivier Véran, a assumé ce choix, tout en rappelant l'absence de consensus, a de plus signalé une alerte relayée par certains médecins évoquant le risque logistique accru d'oubli du rendez-vous en cas de délai trop long entre les deux administrations.

Des professionnels de santé plutôt hostiles à un allongement du délai

Cette position relativement inattendue du gouvernement satisfera très probablement une majorité des professionnels de santé, comme le révèlent les résultats d'un sondage réalisé sur notre site ces derniers jours, à l'occasion duquel 59 % des professionnels de santé se sont déclarés contre tout espacement supplémentaires entre les deux doses, tandis que 30 % se montraient favorables à une stratégie limitant le délai à 6 semaines. Seuls 6 % des professionnels de santé, dans le contexte de limitation du nombre de doses disponibles,

encourageaient la France à prendre une mesure aussi audacieuse que la Grande-Bretagne, tandis que 6 % face à la complexité du sujet ne se prononçaient pas.

Dans le contexte actuel de limitation du nombre de doses, êtes-vous favorable au report de la deuxième dose des vaccins à ARNm contre la Covid :



📍 NOMBRE TOTAL DE VOTES : 897

Sondage réalisé sur JIM du 12 au 25 janvier 2021

Ces résultats trahissent probablement en partie le choix des professionnels de santé de privilégier l'intérêt individuel avant d'envisager le contexte collectif. Ils témoignent également probablement de la volonté des médecins de s'appuyer sur des données dûment établies par les essais cliniques publiés.

Des interprétations parcellaires

La complexité du sujet, cependant, est liée à la diversité des données sur la question. En effet, parallèlement aux chiffres des études cliniques évoquant une efficacité de 52 % entre les deux doses, certains groupes, dont l'ANSM, signalaient pour leur part « *des résultats d'efficacité vaccinale sur la période allant de 10 jours après la 1^{ère} dose jusqu'à la seconde à plus de 85 %, et ceux sur la période allant de 14 jours après la 1^{ère} dose jusqu'à la seconde à plus de 90 %* ». Des estimations proches avaient été mises en avant par le Comité britannique pour les vaccins (JCVI) qui tablait sur une efficacité de 89 % trois semaines après la première injection et de 92 % au-delà. Cependant, ces calculs ne retenaient que les infections recensées entre les jours 15 à 21 pour le premier chiffre et celles rapportées entre les jours 21 et 28 pour le second (avec l'idée que la seconde dose administrée à J21 n'a pas encore fait effet).

Effet contre-productif possible sur la diffusion des variants

A la complexité de ces données ambivalentes, s'ajoute la controverse autour des conséquences potentielles d'un espacement de la seconde dose sur la diffusion des variants. « *La persistance d'un taux d'immunité faible, voire insuffisant, pendant les semaines supplémentaires précédant la seconde injection* » peut constituer « *un terrain favorable pour sélectionner l'émergence d'un ou de plusieurs variants échappant à l'immunité induite par la vaccination* » a ainsi mis en garde l'Académie de médecine. Le diagnostic est partagé par le Groupe de consultation scientifique pour les urgences en Grande-Bretagne qui en fin de semaine a ajouté sa voix à celles des

scientifiques britanniques opposés à la stratégie actée par leur gouvernement (un délai de 12 semaines entre les deux doses). « *Il existe un risque accru de réplication du virus sous immunité partielle après une dose qu'après deux doses, donc à court terme, le report de la deuxième dose devrait augmenter quelque peu la probabilité d'émergence de variant résistant au vaccin* » ont ainsi écrit les membres de ce comité, tout en reconnaissant : « *Il n'est actuellement pas possible de quantifier la probabilité d'apparition d'une résistance aux vaccins en raison du retard de la deuxième dose, mais elle est probablement faible* ». En tout état de cause, ces experts insistaient sur l'importance de séquencer les virus infectant les personnes atteintes de forme grave bien qu'ayant reçu une première injection (quelques cas ont été signalés en Grande-Bretagne). Néanmoins, en dépit des signaux israéliens et des inquiétudes concernant l'effet contre-productif d'une vaccination espacée, certains experts continuent à défendre la pertinence d'une stratégie visant à permettre à un nombre plus important de personnes d'être (même incomplètement) protégées. Chris Whitty, conseiller médical en chef du gouvernement britannique observait ainsi encore ce week-end : « *Toute la médecine est une question d'équilibre des risques. Notre opinion générale est que l'équilibre des risques est fermement en faveur à ce stade de l'épidémie au Royaume-Uni d'avoir beaucoup plus de personnes vaccinées, mais cela signifie un retard. Ce risque particulier était un risque beaucoup plus faible que celui lié au fait d'avoir moins de personnes vaccinées, ce qui était l'alternative* ».

Logique arithmétique fragile

En tout état de cause, la controverse britannique et la complexité de la question conforteront probablement le gouvernement quant à la pertinence de son choix. Une conviction probablement d'autant plus forte que la légitimation de l'espacement de la seconde dose afin de pouvoir gagner du temps sur la pénurie n'est pas vraiment solide. La Haute autorité de Santé (HAS) assurait en effet que le délai supplémentaire entre les deux injections aurait permis à 700 000 personnes de plus le premier mois de bénéficier d'une primo-injection (mais par voie de conséquence à moins de sujets le 2^{ème} mois, les doses disponibles étant alors utilisées pour les secondes injections). De plus, compte tenu des incertitudes qui pèsent aujourd'hui sur la livraison de tous les vaccins, il n'est pas sûr que cette stratégie aurait réellement permis de limiter l'impact des pénuries, quand le temps de la deuxième dose, même retardée serait venu.

Les britanniques de plus en plus isolés

Enfin, rappelons que les laboratoires Pfizer-BioNTech et Moderna avaient indiqué à plusieurs reprises que les données de leurs essais cliniques ne permettaient pas de confirmer scientifiquement la pertinence d'un espacement, même si hier sur BFMTV, le patron de Moderna avait indiqué comprendre les raisons pouvant politiquement et stratégiquement pousser les états à le décider.

Reste à savoir si les données israéliennes préliminaires conduiront certains pays et notamment la Grande-Bretagne à faire machine arrière.

Au-delà de la question spécifique, cette polémique sur l'espacement de la deuxième dose devrait peut-être inciter à simplifier le processus de décision en matière de gestion de l'épidémie et à ne plus mettre en concurrence les choix, les avis et les préconisations de multiples instances qualifiées comme notamment la HAS, l'ANSM, le Conseil scientifique, le coordonnateur de la stratégie vaccinale de l'état, le Haut Conseil de la Santé publique, la Direction Générale de la Santé, l'Académie de Médecine en n'oubliant pas les diverses Sociétés savantes concernées et le comité citoyen sans aucune coordination et relation hiérarchique entre ces différents émetteurs indépendants.

Car faute de véritable chef d'orchestre, l'inévitable cacophonie qui en résulte ne peut que renforcer l'incompréhension quand ce n'est la défiance de la population. Cependant, on peut noter que de façon remarquable (ce qui n'a pas été toujours le cas), le gouvernement aura su rapidement mettre fin à une confusion naissante.

Aurélie Haroche

Copyright © <http://www.jim.fr>

SUR UN THÈME PROCHE

Direct 13 janvier : Repousser la deuxième dose : une fausse bonne idée ?

Le dossier du vaccin Pfizer en direct de la FDA !

Repousser la deuxième dose du vaccin : la France rejoint à mi-chemin l'audace de la Grande-Bretagne

COMMUNIQUÉS

- GSK Le Doc : l'actu-interview proche de vous sur GSKpro.com : suivez les interviews d'Anicet Mbida en immersion avec les experts de la santé de demain
- Médecin généraliste : un relais essentiel dans la chaîne du don à la greffe
- Lupus Érythémateux Systémique et atteintes d'organes : en savoir plus sur GSKpro.com
- Le test multiplex ARGENE des laboratoires bioMérieux distingue SARS-Cov, grippe A et B, VRS et hMPV

VOS RÉACTIONS



Soyez le premier à réagir !

Les réactions aux articles sont réservées aux professionnels de santé **inscrits**

Elles ne seront publiées sur le site qu'après modération par la rédaction (avec un délai de quelques heures à 48 heures). Sauf exception, les réactions sont publiées avec la signature de leur auteur.



Paramètres des cookies